

English  
italien    español  
srpski    portugués  
العربية    Deutsch

**Mondialisation.ca**  
Centre de recherche sur la mondialisation

www.mondialisation.ca    Concernant le CRM    Contact    Devenez membre    Magasin en ligne

Le 12 avril 2012    SYRIE : Lettre ouverte aux médias

## L'histoire du « changement de régime » : La Syrie mise en perspective

par William Blum



Mondialisation.ca, Le 9 avril 2012

Envoyer cet article à un(e) ami(e)  
Imprimer cet article

0    submit    33    4  
Digg+    reddit    f Share    Tweet

La Sainte Trinité - les Etats-Unis, l'OTAN et l'Union Européenne – ou un de ses composants, arrivent généralement à ses fins. Elle voulait renverser Saddam Hussein, et peu après il pendait au bout d'une corde. Elle voulait renverser les Taliban et, grâce à une supériorité militaire écrasante, la chose fut faite assez rapidement. Elle voulait la fin du règne de Moammar Kadhafi et peut après il mourrait dans des conditions atroces. Jean-Bertrand Aristide avait été démocratiquement élu, mais ce noir a outrepassé ses prérogatives et il fut expédié en exil lointain par les Etats-Unis et la France en 2004. L'Irak et la Libye étaient les deux pays les plus modernes, éduqués et laïques du Moyen Orient. A présent, tous ces pays peuvent être qualifiés d'états en déroute (« failed states »).

Ce sont là quelques exemples au cours de la dernière décennie qui montrent comment la Sainte Trinité ne reconnaît aucun pouvoir supérieur et croit, littéralement, qu'elle peut faire ce que bon lui semble au monde entier, à qui bon lui semble, le temps que bon lui semble, et qualifier ses actes comme bon lui semble, comme « une intervention humanitaire », par exemple. En Occident, la mentalité coloniale-impérialiste du 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècle se porte comme un charme.

Prochain sur l'agenda : le renversement de Bashar al-Assad de la Syrie. Comme avec Kadhafi, le terrain est préparé à coups d'informations incessantes - de CNN à Al Jazeera - sur la nature supposément barbare d'Assad, qualifiée à la fois d'inflexible et de non-provoquée. Après des mois de massacres médiatiques, qui pourrait encore douter que les événements en Syrie ne sont qu'un nouveau « soulèvement populaire » d'un Printemps Arabe, tel qu'ils les aiment, contre un « dictateur brutal » qu'il faut renverser ? Et que le gouvernement Assad est très majoritairement responsable des violences.

En fait, il semblerait qu'Assad jouisse d'une grande popularité, non seulement en Syrie, mais dans tout le Moyen orient. Non seulement parmi les Alouites, mais aussi parmi les deux millions de Chrétiens et un nombre significatif de Sunnites. Kadhafi lui-aussi jouissait d'une popularité similaire en Libye et ailleurs en Afrique. La différence entre les deux, du moins jusqu'à ce jour, est que la Sainte Trinité a bombardé et mitraillé quotidiennement la Libye pendant sept mois, sans interruption, détruisant les forces pro-gouvernementales, ainsi que Kadhafi lui-même, pour aboutir à ce « changement de régime » tant recherché par la Trinité. A présent, le chaos, l'anarchie, la guerre de religion, la guerre civile, le racisme le plus affreux contre la population noire, la perte des services sociaux auxquels ils tenaient tant, et peut-être l'éclatement du pays en plusieurs mini-états sont devenus le lot quotidien des Libyens. La capitale, Tripoli, « est noyée sous des montagnes de déchets » parce que les environs sont contrôlés par une faction qui refuse les déchets d'une autre faction. (1) On n'ose à peine imaginer dans quel état

sont les infrastructures du pays. C'est peut-être cela qui attend la Syrie si la Trinité réussit son coup. Cela dit, les Maîtres de l'Univers croient sans doute que les Libyens devraient leur être reconnaissants pour leur « libération ».

En ce qui concerne la violence en cours en Syrie, il faut prendre en compte les nombreux rapports sur les soutiens militaires apportés aux rebelles syriens – la Grande-Bretagne, la France, les Etats-Unis, la Turquie, Israël, le Qatar, les Etats du Golfe et le coqueluche champion des libertés et de la démocratie, l'Arabie Saoudite. Il y a aussi la Syrie qui affirme avoir capturé 14 soldats français. Et les djihadistes et mercenaires individuels du Liban, de la Jordanie, de l'Irak, de la Libye, etc, qui se joignent aux forces antigouvernementales, dont des vétérans d'Al-Qaeda d'Irak et d'Afghanistan qui sont probablement derrière les attentats aux voitures piégées destinés à semer le chaos et la déstabilisation. C'est peut-être la troisième fois que les Etats-Unis se retrouvent aux côtés d'Al-Qaeda, en comptant l'Afghanistan et la Libye.

Stratfor, la société privée et conservatrice américaine de renseignement avec des relations au plus haut niveau, révèle que « *la plupart des affirmations de l'opposition se sont révélées être des exagérations grossières ou tout simplement fausses.* » Les groupes d'opposition dont le Conseil National Syrien, l'Armée Libre Syrienne et l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme basé à Londres ont commencé par affirmer que « *les forces du régime avaient assiégé Homs et imposé un délai de 72 heures aux rebelles pour se rendre avec leurs armes ou être massacrés.* » Cette information a fait la une des journaux du monde entier. Cependant, l'enquête de Stratfor n'a trouvé « *aucun signe de massacre* » et précisait que « *les forces d'opposition trouvent un intérêt à décrire un massacre dans l'espoir d'imiter les conditions qui ont provoqué l'intervention militaire en Libye.* » Stratfor a ajouté que toute histoire de massacre serait peu vraisemblable dans la mesure où le « *régime (syrien) dose sa répression pour justement éviter un tel scénario. Les forces du régime prennent soin d'éviter de faire trop de victimes pour ne pas offrir l'excuse d'une intervention humanitaire.* » (2)

Dans un courrier électronique de décembre 2011, Reva Bhalla, Directeur des Analyses de Stratfor, a fait le compte-rendu d'une réunion à laquelle elle a participé au Pentagone sur la Syrie : « *Au bout de quelques heures de discussions, ils ont dit sans le dire que les Forces Spéciales (apparemment celles des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de la Jordanie et de la Turquie) étaient déjà sur place en missions de reconnaissance et pour former les groupes d'opposition.* » Nous connaissons ce courrier électronique grâce aux 5 millions de courriers de Stratfor obtenus par un hacker du groupe *Anonymus* en décembre et communiqués à *Wikileaks*. (3)

*Human Rights Watch* a indiqué que les forces de sécurité du gouvernement syrien et les rebelles armés syriens ont tous deux commis de graves violations des droits de l'homme, dont des enlèvements, des tortures et des exécutions sommaires. Mais seule la Trinité peut échapper aux sanctions qu'elle adore imposer aux autres. L'épouse d'Assad est désormais bannie des pays de l'UE et ses biens peuvent être saisis. Idem pour la mère d'Assad, sa sœur et sa belle-soeur, ainsi que huit ministres du gouvernement. Assad lui-même a subi le même traitement au mois de mai dernier. (4) Parce que la Trinité peut.

Le 25 mars, les gouvernements US et turcs ont annoncé qu'ils discutaient sur l'envoi d'armes non-létales à l'opposition syrienne, sous-entendant clairement par là qu'ils ne l'avaient pas fait auparavant. (5) Mais selon un câble de l'ambassade US, révélé par *Wikileaks*, depuis 2006 au moins les Etats-Unis financent les groupes d'opposition en Syrie ainsi que la chaîne de télévision basée à Londres, Barada TV, dirigée par des exilés syriens, qui émet des programmes antigouvernementaux dans le pays. Le câble précisait aussi qu'aux yeux des autorités syriennes « *tout fonds US versé à des groupes syriens illégaux constituerait un soutien à un changement de régime.* »

Le changement de régime en Syrie fait partie des objectifs des néoconservateurs depuis au moins 2002 lorsque John Bolton, sous-secrétaire d'Etat sous George W. Bush, a présenté un projet visant à briser simultanément la Libye et la Syrie. Il qualifiait ces deux états, avec Cuba, « *d'Axe du Mal* ». Lors d'une émission sur la chaîne FOX en 2011, Bolton a dit que les Etats-Unis auraient du renverser le gouvernement syrien juste après le renversement de Saddam Hussein. Parmi les crimes de la Syrie, il a énuméré ses relations étroites avec l'Iran, le Hezbollah (au Liban), la résistance palestinienne, la Russie, et son incapacité à conclure un accord de paix avec Israël, contrairement à la Jordanie et l'Egypte. Aux yeux de la Sainte Trinité, tout ceci constitue la démonstration que la Syrie, à l'instar d'Aristide, a bien franchi la ligne jaune.

Il serait difficile d'exagérer la mégalomanie clinique de la Sainte Trinité. Et encore moins de la traîner devant la justice.

En guise de conclusion, quelques mots de Cui Tiankai, le vice-ministre chinois des Affaires Etrangères :

« *Les Etats-Unis ont l'armée la plus puissante du monde et dépense plus que tout autre pays. Mais les Etats-Unis sont toujours préoccupés pour leur propre sécurité à cause d'autres pays... Je suggère que les Etats-Unis passent plus de temps à penser comment faire en sorte que les autres pays soient moins préoccupés pour leur propre sécurité à cause des Etats-Unis.* » (6)

#### L'oeuvre d'Obama

Le mois dernier, Alan S. Hoffman, un professeur américain de l'université de Washington à St Louis, a été empêché par le Département du Trésor US de se rendre à Cuba pour donner des cours sur les biomatériaux. (7)

Dans le même temps, le Département d'Etat a refusé d'accorder à deux diplomates cubains basés à Washington la permission de voyager à New York pour prendre la parole au Forum de la Gauche, le plus grand rassemblement de la gauche aux Etats-Unis qui cette année a attiré plus de 5000 participants. (8)

Le Département d'Etat a aussi été occupé récemment à empêcher la participation de Cuba aux Sommet des Amériques qui se tiendra en Colombie au mois d'avril. (9)

Et tout ceci au cours du mois écoulé seulement.

Si j'en parle, c'est pour le garder à l'esprit lorsque la prochaine fois le Président Obama ou un de ses partisans parlera de l'amélioration des relations entre les Etats-Unis et Cuba comme partie de son bilan.

Moi-même je ne peux pas me rendre légalement à Cuba.

Une autre affirmation que les Obamaniaques aiment répéter pour défendre leur idole est qu'il aurait aboli la torture. C'est rassurant mais il n'y a pas de raison pour le croire sur parole. Peu après l'entrée de fonction d'Obama, lui et Leon Panetta, le nouveau directeur de la CIA, ont explicitement déclaré que les « *renditions* » se poursuivraient. Selon le *Los Angeles Times* : « *d'après un décret présidentiel (executive order) d'Obama publié récemment, la CIA a toujours le droit d'effectuer des « *renditions* », des enlèvements secrets et des transferts de prisonniers vers des pays qui coopèrent avec les Etats-Unis* » (10)

Par « *coopération* », entendez « *torture* ». « *Rendition* » équivaut à torture. Il n'y a pas d'autre raison pour

expédier des prisonniers en Lituanie, en Pologne, en Roumanie, en Egypte, en Jordanie, au Kenya, en Somalie, au Kosovo, ou sur l'île de Diego Garcia dans l'Océan Indien, pour ne citer que quelques uns des centres de torture connus et fréquentés par nos braves. Au Kosovo et à Diego Garcia - qui accueillent tous deux de très grandes et très secrètes bases militaires US – il est probable que les affaires de torture continuent. De même à Guantanamo. De plus, le décret présidentiel relatif à la torture, émis le 22 janvier 2009 – numéro 13491, garantissant la légalité des interrogatoires – est ambigu, par exemple il est stipulé qu'il s'applique uniquement dans le contexte de « tout conflit armé ». Par conséquence, la torture hors d'un contexte de « conflit armé », ce qui est d'ailleurs le cas pour la plupart des tortures dans le monde, ne serait pas interdite. Et qu'en est-il de la torture dans le cadre de la « lutte contre le terrorisme » ?

Un des décrets d'Obama exige que la CIA n'utilise que les méthodes d'interrogatoire décrits dans le manuel « *Army Field Manual* ». Cependant, en se basant sur ce manuel, sont toujours autorisés l'enfermement en isolement, les privations sensorielles, les privations de sommeil, l'usage de drogues qui provoquent la peur, le désespoir et altèrent les pensées, les manipulations d'environnement telles que la température et éventuellement le bruit, et des positions de stress et de surcharge sensoriel.

Après que Panetta ait été interrogé par le Sénat, le *New York Times* a écrit qu'il avait « *laissé la possibilité à l'agence de demander l'autorisation de recourir à des méthodes d'interrogation plus agressives que celles contenues dans le menu autorisé par le Président Obama...* M. Panetta a dit aussi que l'agence poursuivra les pratiques de « *rendition* » de l'administration Bush – l'enlèvement de suspects et leur expédition vers un pays tiers. Mais il a dit que l'agence refuserait de livrer un suspect à un pays connu pour appliquer la torture ou d'autres actions qui seraient « *contraires à nos valeurs humaines* ». (11)

Absolument personne des administrations Bush ou Obama n'a été puni pour crimes de guerre en Irak, Afghanistan et ailleurs où des guerres illégales ont été lancées, et personne n'a été puni non plus pour torture. Et on pourrait ajouter qu'aucun bankster américain n'a été puni pour son rôle incontournable dans la torture des finances mondiales. L'Amérique a décidément le pardon facile. Sauf en ce qui concerne Julian Assange et Bradley Manning.

Au cours des derniers jours de Bush à la Maison Blanche, Michael Ratner, professeur à *Columbia Law School* et ancien président du Centre pour les Droits Constitutionnels, faisait remarquer :

La seule manière pour éviter que cela ne se reproduise est de punir les responsables du programme de torture. Je ne vois pas comment nous pourrions retrouver notre statut moral en autorisant ceux qui ont été directement impliqués dans les programmes de torture de simplement s'en tirer à bon compte et de continuer à mener leurs vies sans avoir de comptes à rendre. (12)

J'aimerais à présent rappeler à mes chers lecteurs les termes de la « Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants », rédigée par les Nations Unies en 1984, entrée en vigueur en 1987, et ratifiée par les États-Unis en 1994. L'article 2 de la Convention stipule : « *Aucune circonstance exceptionnelle, quelle qu'elle soit, qu'il s'agisse de l'état de guerre ou de menace de guerre, d'instabilité politique intérieure ou de tout autre état d'exception, ne peut être invoquée pour justifier la torture.* » <http://www.hrea.org>

Des termes merveilleusement clairs et sans équivoques destinés à poser les bases d'un principe universel dans un monde qui nous fait de plus en plus honte. Nous ne pouvons revenir en arrière.

#### Joseph Biden

Dans un document trouvé dans la planque de Ben Laden au Pakistan après son assassinat au mois de mai dernier, se trouvait un appel à assassiner le Président Obama parce que « *Obama est le chef des infidèles et sa mort le ferait automatiquement remplacer par Biden...* Biden n'est absolument pas préparé pour ce poste, ce qui plongerait les États-Unis dans une crise. » (13)

Ainsi, il semblerait que l'homme que les États-Unis adoraient haïr et craindre n'en connaissait pas plus sur le fonctionnement de la politique étrangère des États-Unis que l'Américain moyen. Quelle différence cela aurait-il eu pour la Guerre Contre le Terrorisme – en bien ou en mal – et pour tous les Ben Laden et Al Qaeda si Joe Biden avait été président ces trois dernières années ? Biden soutient sans faille la guerre en Irak et se révèle en tous points un pro-israélien fanatique à l'instar d'Obama. Au cours des 35 dernières années au Sénat US, Biden a soutenu avec zèle toutes les guerres d'agression des États-Unis, de la Grenade en 1983, en passant par le Panama en 1989, l'Irak en 1991, la Yougoslavie en 1999 et l'Afghanistan en 2001. A quoi pouvait bien penser Ben Laden ?

Et à quoi pouvait bien penser Joe Biden lorsqu'il s'est récemment exprimé après la visite aux États-Unis du présumé futur dirigeant de la Chine, Xi Jinping ?

Les États-Unis ont au moins un avantage économique décisif sur la Chine. Car le gouvernement chinois autoritaire réprime ses propres citoyens, ces derniers ne peuvent pas penser librement ou innover. « *Pourquoi ne sont-ils pas devenus un des pays les plus innovants du monde ? Pourquoi ont-ils besoin de voler notre propriété intellectuelle ? Pourquoi ont-ils besoin d'obliger à communiquer les secrets commerciaux pour pouvoir accéder à un marché d'un milliard trois cent millions de personnes ? Parce qu'ils n'innovent pas.* » En remarquant au passage que la Chine et d'autres pays similaires produisent beaucoup d'ingénieurs et de scientifiques mais peu d'inventeurs, Biden a dit : « *Il est impossible de penser différemment dans un pays où il n'y a pas de liberté d'expression. Il est impossible de penser différemment lorsqu'il faut faire attention à ce que vous publiez sur Internet au risque de le voir confisqué ou de finir en prison. Il est impossible de penser différemment lorsque règne l'orthodoxie. C'est pour cela que nous sommes toujours le pays le plus innovant au monde.* » (14)

C'est la Guerre Froide. Exactement le genre de choses que l'on nous racontait à propos de l'Union Soviétique. Pendant des années et des années. Des dizaines d'années. Puis ils ont lancé le Spoutnik, le premier satellite artificiel mis en orbite autour de la terre. Il fut lancé par l'Union Soviétique le 4 octobre 1957. L'annonce surprise du succès de Spoutnik 1 a précipité la crise aux États-Unis et lancé la course à l'espace. Le lancement de Spoutnik a poussé les États-Unis à créer l'Agence de Recherches Avancées pour regagner une avance technologique ce qui a directement mené à la création de la NASA.

William BLUM

[The Anti-Empire Report](#)

Article original en anglais :



THE HISTORY OF "REGIME CHANGE": Putting Syria into some perspective  
- by William Blum - 2012-04-06



Traduction par VD pour *Le Grand soir*

#### Notes

1. *Washington Post*, April 1, 2012 <sup>↗</sup>
2. *Huffington Post*, December 19, 2011 <sup>↗</sup>
3. [See the document on WikiLeaks](#) <sup>↗</sup>
4. *Washington Post*, March 24, 2012 <sup>↗</sup>
5. *Ibid.*, March 26, 2012 <sup>↗</sup>
6. *Ibid.*, January 10, 2012 <sup>↗</sup>
7. *Prensa Latina* (Cuba), March 18, 2012 <sup>↗</sup>
8. See the video description on [Cuba's UN Ambassador at Left Forum '12](#) <sup>↗</sup>
9. *BBC News*, "Ecuador to boycott Americas summit over Cuba exclusion", April 3, 2012 <sup>↗</sup>
10. *Los Angeles Times*, February 1, 2009 <sup>↗</sup>
11. *New York Times*, February 6, 2009 <sup>↗</sup>
12. *Associated Press*, November 17, 2008 <sup>↗</sup>
13. *Washington Post*, March 16, 2012 <sup>↗</sup>
14. *Ibid.*, March 1, 2012 <sup>↗</sup>
15. [Wikipedia entry for Sputnik 1](#)

*William Blum* est un collaborateur régulier de *Mondialisation.ca*. [Articles de William Blum publiés par Mondialisation.ca](#)



---

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site [www.mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [crgeditor@yahoo.com](mailto:crgeditor@yahoo.com)

[www.mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) [www.mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: [crgeditor@yahoo.com](mailto:crgeditor@yahoo.com)

© Droits d'auteurs William Blum, Mondialisation.ca, 2012

L'adresse url de cet article est: [www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=30218](http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=30218)

---

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca  
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009